



# La Lettre de l'AFASPA

Février 2021

Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique  
13 rue Pierre et Marie Curie 93170 BAGNOLET  
courriel : afaspanationale@gmail.com / site Internet : www.afaspa.com

## CORONAVIRUS EN AFRIQUE, LA DOUBLE PEINE

Dans un premier temps, le continent africain semblait être « épargné » par la pandémie, mais ce qui était une parenthèse a rapidement été contredit et la réalité s'est imposée assez violemment. La pandémie de corona virus dépasse actuellement la moyenne mondiale. Selon le CDC (Centre de contrôle et de prévention des maladies de l'union africaine), vingt et un pays sont affectés. 70% des malades du Covid 19 se trouvent dans cinq pays, l'Afrique du Sud étant l'un des plus touchés avec 41% des cas. Viennent ensuite le Maroc, la Tunisie, l'Egypte et l'Ethiopie. Cette vague s'abat sur la région alors qu'elle doit faire face à une crise alimentaire d'une ampleur inhabituelle. D'abord centrée sur les grands pays de l'Est, du Sud, et sur le Maghreb, la nouvelle flambée s'étend sur tout le continent, avec des différences découlant du développement économique, les pays des plus pauvres étant les plus touchés. Double peine pour des populations qui vivent dans la pauvreté et la misère, et sont frappés par le COVID19. La question est maintenant brûlante : comment ces pays résistent-ils à la pandémie ?

Interrogé, Fred Eboko, directeur de recherche à l'IRD (Institut de Recherche et Développement), déclarait récemment sur RFI : « La catastrophe que l'on craignait ne s'est pas produite. La pandémie a été plus lente et d'une amplitude plus faible sur le continent africain. Ce qui ne signifie pas que l'Afrique s'en sort mieux ; les raisons, en effet, sont à la fois structurelles, économiques et sociales. Les décès sont moins nombreux car les populations sont plus jeunes qu'en Europe, la mobilité des populations européenne asiatique et américaine est très forte. Métros, trains, autobus, voitures particulières, ce qui fonde le développement occidental en termes de déplacements, a permis des rassemblements qui facilitent la mobilité du virus.

La faiblesse des structures du même type sur le continent africain a entraîné aussi une espèce de cantonnement de la pandémie sur le continent

africain. Ce constat ne nuance pas les drames qui se sont abattus sur les populations africaines, accablées par la misère, la pauvreté et d'autres épidémies auxquelles il a fallu faire face comme Ebola » .

Les systèmes de santé africains, aidés par les partenaires internationaux, ont réalisé des adaptations, et pris des mesures avant même que la pandémie ait envahi leur pays. Des efforts considérables ont été faits en termes de tests, de sites et de prise en charge, mais les systèmes de santé sont dans une fragilité catastrophique. La plupart des pays africains ont pris des mesures exceptionnelles pour freiner la pandémie qui dévoile durement la réalité médicale : dans certains pays, on compte à peine un médecin pour 1.000 habitants ! Le directeur général de l'OMS déclarait le 18 janvier 2021 : « Je vais être franc, le monde est au bord d'un échec moral catastrophique et le prix de cet échec se comptera en vies et en moyens de subsistance sacrifiés dans les pays les plus pauvres du monde ». Une déclaration qui s'appuie sur des chiffres : 40 millions de doses ont déjà été administrées dans 49 pays riches, mais peu de vaccins ont été distribués en Afrique.

### CORONAVIRUS: 1106 MORTS EN ALLEMAGNE ET 4 EN ALGÉRIE



Dessin de Dilem paru dans Liberté

La question essentielle reste l'accès aux vaccins, quels qu'ils soient. Des efforts considérables ont été faits pour lutter contre la désinformation, inciter la distanciation sociale, le port du masque et l'O.N.U a même recruté des « volontaires de l'information » pour démystifier les fausses allégations, les faux remèdes, dans les langues locales. Ces populations, comme d'autres en Occident, exprimant leurs peurs et leurs réserves face aux vaccins. En République démocratique du Congo, le Président déclarait qu'il était urgent « que soit produite une quantité industrielle de chloroquine », suivi par le Cameroun, tandis que d'autres pays se sont tournés vers les traitements par les plantes. Mais...combien coûterait une vaccination « raisonnable » ? 12 milliards de dollars estime l'Union africaine, pour vacciner 60% de la population du continent.

Le Dr.Richard Mhigo, responsable des urgences et des vaccins à l'OMS Afrique affirmait en outre : « Les premières indications montrent clairement que les vaccins existants seront aussi efficaces contre certains des variants ». L'épidémie n'a pas progressé au même rythme, ni suivi le même modèle que ce qui se passe en Asie ou en Europe, l'OMS prévoit une mortalité pouvant atteindre 83.000 à 190.000 décès, vu l'absence de mesures d'endiguement suffisantes ; avec une population globale de 1,2 milliards et le taux de mortalité apparaît faible, soit 0,015%. Ces chiffres ne rendent pas compte de l'ampleur de la

pandémie de certains pays : Le Soudan avec un taux de mortalité de 6,2% des cas détectés, l'Egypte avec 5,5%, le Libéria avec 4,4%. L'accélération du nombre de cas de coronavirus détectés concerne tout le continent. Chaque semaine, ce nombre augmente de 14%. Les systèmes de santé souffrent d'engorgement, on dispose de moins de lits et de moins de matériel dans les hôpitaux et autres établissements, et les soignants, infirmiers, médecins voient se réduire leurs possibilités de s'occuper des patients. L'Afrique se concentre sur ce fléau qui la fragilise un peu plus et la plupart des pays africains ont rejoint l'initiative mondiale, appelée « Covax ». Créée en avril 2020 son but est d'assurer un accès équitable à la vaccination. Selon l'O.N.U. près de 40% de nouveaux décès liés au nouveau coronavirus ont été enregistrés le mois dernier. Ce qui porterait le nombre de décès à 100.000 depuis l'apparition du Covid19 en février 2020.

Ce drame met une fois de plus en lumière combien l'égalité demeure une notion bien mal partagée. « La situation est grave, écrivit Albert Camus dans « La Peste » mais qu'est-ce que cela prouvait ? Cela prouvait qu'il fallait des mesures encore plus exceptionnelles ».

\* Agence de santé publique de l'Union africaine de contrôle et de prévention des maladies

### Quelques chiffres déclarés par les États

Pays	Nombre de contaminations	Nombre de guérisons	Malades sous traitement	Nombre de décès
<b>Sénégal</b>	<b>31 771</b>	<b>26 095</b>	<b>4 905</b>	<b>769</b>
<b>Centrafrique</b>	<b>5 001</b>	<b>4 290</b>	<b>648</b>	<b>63</b>
<b>Cameroun</b>	<b>33.749</b>	<b>31.362</b>	<b>1864</b>	<b>523</b>
<b>Mauritanie</b>	<b>17.083</b>	<b>3 259</b>	<b>13 390</b>	<b>434</b>
<b>Tchad</b>	<b>3 794</b>	<b>3 259</b>	<b>402</b>	<b>133</b>
<b>Côte d'Ivoire</b>	<b>32 026</b>	<b>30 589</b>	<b>1 251</b>	<b>186</b>
<b>Madagascar*</b>	<b>19 831</b>	<b>19 296</b>	<b>238</b>	<b>297</b>
<b>Benin</b>	<b>5.434</b>	<b>4 248</b>	<b>1 116</b>	<b>70</b>
<b>Burkina Faso</b>	<b>11.847</b>	<b>11.211</b>	<b>497</b>	<b>139</b>
<b>Willaya d'Alger</b>	<b>6 206</b>	<b>261</b>	<b>5 800</b>	<b>145</b>
<b>Afrique du Sud</b>	<b>1 503 796</b>	<b>1 412 015</b>	<b>42 728</b>	<b>49 053</b>

\* A Madagascar les nouveaux cas enregistrés ont doublé en une semaine

## BONNES NOUVELLES

Première condamnation d'un pacte corruptif dans l'opaque secteur minier

Suite à la plainte déposée par l'ONG suisse Public Eye devant la justice suisse, le tribunal correctionnel de Genève a statué en janvier 2021 en condamnant le magnat des mines Beny Steinmetz à cinq ans de prison ferme pour corruption d'agent public en Guinée, deux autres personnes impliquées dans l'affaire sont également épinglées.

Cette nouvelle étape franchie dans la lutte contre la corruption concerne le fabuleux gisement de fer du mont Simandou. Beny Steinmetz, spécialisé dans le diamant, a logné sur deux blocs des quatre appartenant au géant minier anglo-australien Rio Tinto. C'est là qu'est entrée en scène Mamadie Touré, quatrième épouse de l'ancien président Lansana Conté, dont le rôle efficace a été

rémunéré à hauteur de 10 millions de dollars. Agathe Duparc de Public Eye, estime que « la justice suisse n'a pas eu froid aux yeux en condamnant trois maillons essentiels de la corruption internationale. À savoir : le big boss Beny Steinmetz, qui disait qu'il ne savait rien, qui se cache derrière des montages très compliqués, l'intermédiaire, apporteur d'affaires, qui verse des commissions sur le terrain, et enfin la dernière figure, c'est l'administratrice qui se cache dans un bureau à Genève, qui tamponne absolument toutes les transactions et qui dit qu'elle n'a rien compris, rien vu.

C'est la première fois, finalement, que l'on reconstitue un pacte corruptif dans ce secteur minier qui est, encore une fois, extrêmement opaque. ».

### **Le Focke Museum lance un concours d'art sur «Le colonialisme et ses impacts à Brême»**

Anna Greve, directrice du Focke-Museum : «Le colonialisme était un système qui reposait sur l'idée de l'inégalité biologique et culturelle des êtres humains et dans lequel régnaient les rapports de domination, d'exploitation et de violence. Les traces de la colonisation se font sentir jusqu'à aujourd'hui dans les anciens pays colonisés comme en Europe. Il est donc souhaitable de populariser les savoirs sur le colonialisme et ses impacts, de mettre aujourd'hui en œuvre les droits humains universels et de dépasser les comportements postcoloniaux».

La question du colonialisme a une longue tradition à Brême. Adolf Lüderitz, marchand de la ville, a acquis frauduleusement en 1883 un immense domaine dans le Sud-Ouest africain, l'actuelle Namibie. L'économie du pays a été structurée en fonction des besoins de l'Empire allemand. Par la suite, un conflit a éclaté entre les colons et la population locale, qui a conduit au génocide des Héréros et des Namas. Ici le colonialisme fait l'objet d'un travail de réflexion critique depuis les années 1970. Le sénateur à la Culture anime depuis 2016 un vaste dialogue citoyen sur « Le colonialisme et

ses impacts ». En 2019, ce thème est intégré à l'accord de coalition et des lignes directrices de la politique culturelle relatives à l'héritage colonial à Brême sont adoptées. Nous considérons que l'appréhension de l'héritage colonial est indissociable et étroitement liée à une réflexion offensive sur le racisme au quotidien, à la mise au jour de ses racines coloniales comme des traces coloniales dans l'espace public et à l'instauration de relations partenariales avec les sociétés des anciens pays colonisés.

À Brême le processus à l'œuvre se fonde sur l'idée fondamentale d'un nouveau concept de mémoire postcoloniale : une mémoire permanente et, au présent, le travail actif et sous de multiples angles d'un grand nombre de personnes sur ce thème.



*Ce logo adopté par l'AFASPA lors de la Journée internationale des droits de l'enfant en 1989 fait partie d'un livret d'affiches anticolonialiste éditées en RDA*

## MADAGASCAR

### Et hop ! Nouvelle séquence de l'interminable crise politicienne...



Cette confrontation pour le pouvoir entre les puissances d'affaires malgaches se poursuit. L'ambianceur de soirées et milliardaire Andry Rajoelina, arrivé au pouvoir par un coup d'état militaro-civil en février 2009 qui a chassé le président, chef religieux et «empereur du yaourt» Marc Ravalomanana a été élu «démocratiquement» en novembre 2018. Cette fois-ci, c'est Rajoelina qui est harcelé par une alliance revancharde qui s'étiquette «opposition» de ses deux prédécesseurs autoritaires, corrompus et anti-sociaux comme lui, Ravalomanana et Rajaonarimampianina (président de 2013 à 2018).

Rajoelina promettait dans son programme électoral «néolibéral-décomplexé» une toute idéologique «Emergence de Madagascar». Après un an et demi de mandat (et une instrumentalisation de la peur suite à la pandémie Covid-19), le régime est confronté à

- une crise sociale majeure (apportée par la flambée des prix des produits de première nécessité, du coût de l'électricité etc.) qu'il essaye de contenir en mettant en place des filets de sécurité (distribution de repas chauds, riz et huile moins onéreux etc.) financés par les fonds Covid ;
- un discrédit pour corruption (des fonds Covid, notamment) et pour un trafic (dont il a été le commanditaire) de 73,5 kg d'or vers Dubaï intercepté en Afrique du Sud ;
- une perte de crédibilité auprès des institutions financières internationales qui révisent désormais à la baisse toutes leurs «aides» au vu de sa mauvaise «gouvernance» trop visible : notamment,

ce qui mécontente la Banque mondiale, la suspension (pour des raisons démagogiques «pour ne pas sanctionner les ménages») de l'application du nouveau système tarifaire de l'électricité déjà adopté dans le cadre des conditions sine qua non d'une aide budgétaire. Il développe alors, comme on s'y attendait, son cours autoritaire. Répression tous azimut: rien que ces dernières semaines, des interdictions de manifester, des arrestations d'étudiants et de paramédicaux réclamant respectivement le paiement de leur bourse ou celui de leur indemnité pour intervention dans la campagne contre la pandémie. Le cours autoritaire vient de tourner violent : les forces de l'ordre ont tiré à balles réelles contre plusieurs manifestations étudiantes faisant notamment un mort à Toamasina (sur la côte Est). Samedi 20 février: déploiement massif de forces de l'ordre et de blindés dans le centre de la capitale pour empêcher (radicalement!) une manifestation de "l'opposition».

Le réseau de société civile ROHY a pris position: *«Alors que le pays doit déjà affronter un contexte socio-économique éprouvant avec la persistance du Covid19 au niveau national et mondial, devant la recrudescence actuelle des manifestations de nature politique et/ou sociale et face au contexte politique délétère, le Mouvement de la société civile Rohy ne peut rester silencieux et exprime son opinion pour protéger de manière impartiale et non partisane les intérêts de la population, objectif qui constitue sa mission principale»* Enième «transition» et partage du pouvoir ou véritable affrontement? Dans les deux cas, la population sera la perdante.

## Actualités du foncier

- Accaparement d'île. Les villageois de l'île (Nosy Mitsio (dans le nord de Madagascar) vont-ils être expulsés au profit d'un investisseur européen ? Un projet touristique privé de grande envergure a été dévoilé aux habitants durant la pandémie de Covid-19. Sur cette île encore préservée, ce projet prévoit les constructions d'un port, d'un terrain d'aviation, de routes et de structures d'accueil. Avec ce projet, ce sont surtout 2000 villageois et leurs enfants qui risquent d'être expulsés de leur île. Cette menace pèse sur la pérennité de tous les projets communautaires. *«Acceptons-nous que tous les villageois de Nosy Mitsio puissent être expulsés de leurs terres ancestrales afin qu'un investisseur y construise des hôtels de luxe et de vacances?»*, interpelle le Collectif Mitsio. Dans un mois, les représentants de Nosy Mitsio remettront une pétition au Président de la République, au ministre de l'aménagement du territoire et au gouverneur de la région Diana pour demander d'arrêter ce projet touristique et de soutenir concrètement les projets communautaires et durables sur Nosy Mitsio. La pétition est en ligne

- Terres rares. La société civile alerte sur la poursuite d'essais pilote d'extraction de terres rares à Ampasindava, dans le district d'Ambanja (dans le nord de l'Île). Les communautés locales, les organisations de la société civile et les opérateurs économiques et touristiques de la région Diana ont remarqué que malgré leur opposition au projet de la société RREM (nouvelle appellation de l'allemande Tantalum Rare Earth Madagascar après que la société d'état chinoise REENOVA en soit devenue l'actionnaire majoritaire), celle-ci semble décidée à effectuer rapidement des essais pilotes d'extraction. Elle rappelle que de tels essais auront les mêmes conséquences désastreuses sur des milliers d'hectares d'espaces naturels que l'exploitation proprement dite. Depuis novembre, des consultations publiques ont été annoncées par la société RREM. Certaines ont été annulées faute de présence des autorités ou des populations concernées, tandis que d'autres ont été menées, dont celle du 29 janvier 2021. Les organisations de la société civile sont préoccupées par l'absence de l'Office National pour l'Environnement (ONE) qui devrait être le principal organisateur de ce processus. Malgré les engagements pris par les autorités à l'endroit des opérateurs touristiques de

ne pas autoriser la mise en œuvre du projet, aucune annonce ou mesure officielle n'a été prise.

## - L'agrégation agricole dans la stratégie nationale de l'agrobusiness à Madagascar

"L'agrégation agricole", nouveau concept promu par le ministère de l'agriculture pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, et l'agrobusiness le modèle à développer pour transformer le secteur. L'agrégation agricole consiste en un contrat signé entre des coopératives d'agriculteurs, éleveurs ou pêcheurs, les « agrégés », et une entreprise, l'investisseur, « l'agrégateur ». Il s'agit d'une forme d'agriculture contractuelle déjà pratiquée à Madagascar. L'entreprise avance les semences, engrais, matériel et encadre les paysans. Les paysans cultivent leurs terres en utilisant les intrants fournis, en respectant strictement les différentes instructions de l'entreprise et doivent lui vendre, à un prix souvent fixé au moment de la signature du contrat, toute leur récolte sauf les produits qui ne respectent pas les normes. La perte d'autonomie des paysans est manifeste, la plus-value bénéficie majoritairement à l'investisseur, le partenariat est « petit gagnant-grand gagnant », dénoncent la Plateforme nationale des organisations de la société civile (PFNOSCM) et le Collectif pour la défense des terres malgaches - TANY, pour qui la signature des contrats par des coopératives à la place des paysans, membres ou non d'associations, maintiendra le rapport de forces très inégal entre l'investisseur et les agriculteurs. Par ailleurs, la logique économique des agrégateurs risque de les amener à préférer investir dans des produits à forte valeur ajoutée qui ne sont pas des produits vivriers. Et même s'ils s'engagent dans la riziculture, ils risquent de préférer exporter le riz. De gros doutes sont donc émis sur la capacité de cette stratégie à atteindre l'autosuffisance alimentaire. L'agrégation agricole ayant été appliquée pendant plus de dix ans par le plan Maroc Vert, les principaux enseignements de l'expérience montrent que le paysan devient de plus en plus dépendant et n'a pas les moyens de contrôler les prix de vente de sa production. Un appel à la vigilance de tous les citoyens est lancé donc dans le cadre du futur projet de loi annoncé dans la stratégie nationale de l'agrobusiness.

***Pétition en ligne pour renforcer la voix de Mitsio et donner à ces enfants, ces femmes et ces hommes le droit de choisir leur propre avenir à retrouver sur le site de l'AFASPA.***

## DJIBOUTI

### L'impossible 5ème mandat d'IOG

«Avec mon diplôme de Master 2 en informatique, je suis au chômage depuis bientôt quatre ans. Aucune perspective d'avenir n'est possible pour les jeunes dans ce pays. Je vous laisse imaginer le désarroi dans lequel se trouvent les jeunes en cette période précampagne où le président brigue un cinquième mandat en leurs noms». Assis sur un banc de fortune dans une échoppe de café, Houmed[1] boit son café et nous raconte ses nombreuses tentatives pour trouver un emploi dans une société privée en tant qu'informaticien réseau.

Après cinq années passées sur les bancs de l'université d'Amiens, il pensait pouvoir mettre à profit ses expériences de stage au CNRS. La fonction publique, gage d'un statut social dans le pays, il n'en rêve même pas: «Je n'ai pas d'oncle ou de cousin pour appuyer ma candidature, et puis, vous savez, je ne suis pas de la bonne ethnie : les Afars n'ont pas leur place dans ce pays ». Le regard vide, il fixe le fond de sa tasse, peut-être pour déceler les signes d'un avenir meilleur dans le marc de café, comme le faisait sa mère dont il est l'unique enfant. De nombreux jeunes sont dans le même état d'esprit que Houmed à Djibouti. Le régime autoritaire d'Ismaïl Omar Guelleh (IOG), au pouvoir depuis 1999, a mené le pays et sa jeunesse dans une impasse économique et sociale. Près de 55% de la population âgée de moins de 25 ans n'a connu qu'IOG comme président.

#### «Je suis partant»

Le 17 décembre 2020, le régime du dictateur organise un simulacre de plébiscite des jeunes, principalement des adolescents empêchés à l'école, pour déclencher l'engrenage de sa candidature au scrutin présidentiel d'avril 2021, une manœuvre qui n'a trompé personne à Djibouti, encore moins les chancelleries étrangères. Le 21 décembre, il répond « Je suis partant » du bout des lèvres et annonce son souhait de briguer un cinquième mandat, avant d'être officiellement investi par son parti, le Rassemblement Populaire pour le Progrès – RPP, le 09 janvier 2021. Une date tardive quand pour ses trois précédents mandats son choix était connu une année avant la date du scrutin. Une annonce qui vient crispier un peu plus la population et qui intervient sur fond de

crise sociale et de tensions systémiques sur le marché de l'emploi. Le clientélisme du personnel politique qu'il a coopté au fil de ses mandats successifs et façonné à son image d'affairiste sans scrupule a provoqué le rejet massif de la population de l'ensemble du système, toutes communautés ethniques confondues.

En une dizaine d'année, les différents prêts contractés auprès de l'Exim Bank de Chine ont porté la dette du pays à plus de 2 milliards de dollars, un montant équivalent à 110% du PIB. 60% de la dette du pays est détenue par la Chine qui a d'ailleurs commencé à serrer le robinet pour Djibouti. En 2013, IOG s'était tourné vers la Chine après avoir essuyé un refus de financement du tronçon djiboutien de la ligne de chemin de fer Djibouti-Addis Abeba de la part des institutions de Bretton Woods qui lui demandaient d'assainir la gestion clientéliste des finances publiques. Les millions de dollars consentis par les Chinois, censés générer des milliers d'emplois dans l'industrie des services grâce aux nouvelles infrastructures, ont donné une croissance illusoire, sous le regard bienveillant de la Banque Mondiale et du FMI. Cette situation a creusé les inégalités sociales : les taux de pauvreté extrême et d'insécurité alimentaire ont explosé.

#### Rejet d'un système clanique

Les membres de son sous-clan à la tête des institutions publiques stratégiques telles que l'armée, la garde républicaine, le port, la régie d'électricité...ont créé un sentiment d'injustice et révélé la nature népotique du président djiboutien. En mars 2020, en plein confinement lié au covid-19, un lieutenant de l'armée de l'air qui ne pouvait plus supporter la gestion inique de ses supérieurs a dénoncé la situation sur les réseaux sociaux et fui en Éthiopie. Livré au régime djiboutien un mois plus tard par Abiy Ahmed, Premier ministre éthiopien et accessoirement Prix Nobel de la Paix, le lieutenant Fouad Youssouf Ali a été jeté dans une cellule de la sinistre prison de Gabode. La manifestation de soutien qui s'en est suivie pour exiger sa libération a réuni une foule immense principalement issue de la banlieue populaire de Balbala. Le régime y a répondu, comme à son habitude, par une répression féroce emprisonnant sans distinction les jeunes du quartier. Depuis, les langues se sont déliées, d'abord sur les réseaux

sociaux puis dans les rues de la capitale. Une chose inimaginable il y a encore un an.

Sur le plan régional, IOG est isolé depuis l'arrivée au pouvoir d'Abiy Ahmed qui a décidé de pactiser avec l'autocrate érythréen Isaias Afewerki afin de défaire son pays de l'emprise du TPLF (parti au pouvoir de 1991 à 2018), soutien de la première heure d'IOG. L'opération militaire menée par Addis-Abeba contre l'état régional tigréen a finis de convaincre IOG d'abandonner ses alliés d'hier. Dans ce contexte et à défaut de soutien régional, IOG cherche à obtenir une bénédiction de la part des puissances militaires dont les forces armées sont stationnées à Djibouti. Les américains étant insensibles à son discours, IOG se tourne naturellement vers la France. Il demande avec insistance qu'il soit l'hôte d'Emmanuel Macron dans le cadre d'une visite officielle. Ce dernier qui a su accueillir le dictateur égyptien Abdel-Fatah al-Sissi en grande pompes en décembre dernier n'a pas jugé utile d'en faire autant pour le roitelet djiboutien qui était en visite officielle du 11 au 12 février 2021. Tout juste un déjeuner d'à peine une heure pour renforcer « la force des liens qui unissent la France à la République de Djibouti ». Un échec cuisant pour un dictateur qui espérait un blanc-seing de la part de la puissance coloniale d'hier, déclassée depuis.

### Le FRUD passe à l'offensive

Le 14 janvier 2021, le Front pour le Restauration de l'Unité et la Démocratie dirigé par Mohamed Kadamy Youssouf mène une première action militaire contre trois positions de l'armée en plein cœur de Tadjourah, seconde ville du pays. En villégiature dans les hauteurs paisibles d'Arta, IOG manque de s'écrouler en apprenant la nouvelle. Il est convaincu que son armée et encore plus son régime sont incapables de répondre à l'indignation de la foule de manifestants dans la capitale tout en repoussant les combattants du FRUD. Les mercenaires qu'il entretient pour ses guerres régionales, notamment contre les Afar en Éthiopie, sont en partie dépêchés dans le Nord du pays. IOG sait pertinemment que les soldats de l'armée ne risqueront pas leurs vies pour défendre son régime, eux qui subissent les injustices tout comme la population, eux qui sont payés une obole tandis que les généraux s'enrichissent à outrance. Dans ce contexte, le FRUD a repoussé

deux offensives de l'armée à Dalha et à Gibagiblé au cours du mois de janvier.



Dans la nuit du 14 février, le FRUD mène une seconde attaque contre une caserne militaire à Yoboki dans le Sud-Ouest du pays. L'armée ne résiste pas et préfère abandonner la caserne aux combattants. Le régime dirige alors sa répression contre les civils Afar qu'il accuse de complicité avec le FRUD et arrête sans distinction jeunes et moins jeunes sans aucune forme de procès. La France qui s'était interposée entre le FRUD et l'armée djiboutienne en février 1992 dans le cadre de l'opération Iskoutir va-t-elle en faire autant cette fois-ci ? Rien n'est moins sûr étant donné la reconfiguration géopolitique régionale, la nature du régime djiboutien et les rivalités hégémoniques des puissances dans la Corne de l'Afrique.

À la veille du scrutin présidentiel, le pouvoir djiboutien prépare des candidats prépayés, des opposants du régime à défaut de réels opposants au régime. Quant à la véritable opposition, elle semble se tourner vers un boycott du scrutin faute de s'entendre sur un programme commun et le choix d'un candidat, sans considérations ethniques.

Ismaïl Omar est assis sur un baril de poudre. Lui qui a opportunément substitué le droit de la force à la force du droit commence à voir les limites d'un pouvoir autoritaire.

[1] Le prénom a été modifié.

### Maurice

## Manifestation historique contre le gouvernement après la marée noire



Fin août une manifestation historique estimée entre 50 000 et 75 000 personnes de tous âges et conditions sociales, s'est déroulée à Port Louis pour dénoncer la gestion de la marée noire qui a ravagé la côte au Sud-Est de l'île suite au naufrage du Wakashio, un vraquier transportant 3 800 tonnes de fioul et 200 tonnes de diesel, propriété de la société Nagashiki Shipping, battant pavillon panaméen.

Trois semaines après s'être échoué, le bateau s'est brisé alors que le pompage des cuves, décidé tardivement, n'avait pas permis d'éviter que 1000 tonnes d'hydrocarbures s'en échappent. Les dégâts sont importants sur le rivage mauricien qui compte deux sites classés : Blue Bay, connu pour ses coraux, et la pointe d'Esny, riche de mangroves, des écosystèmes cruciaux face au réchauffement climatique. La réserve naturelle de l'île aux Aigrettes qui abrite des espèces endémiques d'oiseaux et de reptiles a également été souillée. « Des nappes d'hydrocarbures ont atteint des mangroves de la côte, risquant de tuer,

dans les prochains mois, des plantes de ces zones protégées. Nettoyer des mangroves est une tâche extrêmement compliquée, car intervenir sur leurs sols très meubles risque d'y enfoncer le pétrole encore plus profondément » ont estimé des experts japonais dépêchés sur place.

Bruneau Laurette, expert en sécurité maritime, a estimé que le gouvernement a caché la vérité sur les circonstances de la marée noire, il a porté plainte contre les ministres de l'économie bleue et de l'environnement.

Les circonstances du naufrage tardent à être élucidées. Il semblerait que le bateau se soit rapproché du rivage pour capter du réseau téléphonique et qu'une fête d'anniversaire se déroulait à bord peu avant l'accident sans que l'on sache si l'équipe de quart y participait. Le capitaine du bateau, de nationalité indienne, et son adjoint sri-lankais ont été arrêtés et mis en examen par la justice mauricienne.

L'armateur japonais, la compagnie Mitsui OSK Linesa, promis de déboursier l'équivalent d'environ huit millions d'euros en guise de dédommagement pour participer sur plusieurs années, aux mesures de dépollution, qui incluent des projets pour protéger les espaces de mangroves et les coraux ainsi que la mise en place d'un fonds pour restaurer l'environnement local. La société Nagashiki Shipping s'est engagée pour sa part à répondre aux demandes de dédommagement, le gouvernement mauricien ayant fait savoir son intention de demander des compensations.

---

## 27 FEVRIER 2021 : 45<sup>ème</sup> anniversaire de la République Arabe Sahraouie Démocratique



Au Sahara occidental occupé malgré le dispositif répressif démesuré du colonisateur, partout dans le monde où des Sahraoui.es ont dû se réfugier et dans les pays où la solidarité avec ce peuple est organisée, on a fêté ce samedi la création de la RASD et la lutte pour l'indépendance, comme à Paris place de la République.



## MAROC

### Le non respect de la sécurité au travail a causé la mort de 28 personnes, dont 20 femmes dans un atelier textile clandestin à Tanger.

Pensez-vous 40 personnes qui entrent chaque jour dans le sous-sol d'une résidence en bordure de rue, ça passerait inaperçu au pays de l'omniprésence de la police? Seules dix d'entre elles ont pu être sauvées. "Les eaux ont subitement submergé l'espace confiné, les victimes se sont retrouvées coincées sans aucune issue de secours" et sont "mortes noyées", a déclaré Abderrahim Kabajj, le commandant régional de la protection civile dans un reportage de 2M. Pour leur part le site pro-gouvernemental 360 et l'agence officielle MAP indiquent que «les fortes pluies de ces dernières heures ont inondé un atelier clandestin situé au rez-de-chaussée d'une maison, provoquant un court-circuit».

La dépêche de l'AFP précise «Plus de la moitié (54%) de la

*production du secteur "textile et cuir" du Maroc provient d'unités "informelles", incluant des unités de production "ne répondant pas aux normes légales", selon une étude publiée en 2018 par la Confédération patronale marocaine. Le problème n'est pas nouveau : au début des années 2000, une étude du Bureau international du travail évoquait déjà la "précarité des emplois" dans un système de sous-traitance marqué par une "protection sociale insuffisante", des "conditions de travail défaillantes", des salaires "souvent inférieurs au salaire minimum légal" -environ 250 euros».*

Le Textile est la première source de main d'œuvre du royaume qui emploie 210 000 salariés selon le patronat (chiffres qui ne semblent pas inclure les ateliers clandestins, par définition). « Il y a le textile de l'export, des grandes zones industrielles, dont les entreprises sont soumises aux pressions des grands donneurs

*d'ordre pour appliquer des normes sociales. Et il y a le marché local, qui est abandonné majoritairement à l'informel », décrit le patron d'une des plus grandes entreprises de textile du pays dans les colonnes de La Croix.*

INFORMELLES ? Un terme inapproprié à connotation «artisanat familial» ou «commerçant du marché». Dans le cas des ateliers clandestins, ce terme pudique ne sert qu'à masquer la surexploitation d'une main d'œuvre à très bon marché. Tanger, la ville sous zone franche, où les syndicats ne sont pas autorisés est la ville de tous les dangers pour le monde du travail et des super profits pour le patronat qui pratique la sous-traitance. La Confédération patronale estime le poids de l'économie informelle à plus de 20 % du PIB marocain, hors secteur primaire, et 2,4 millions d'emplois.

## ALGÉRIE

«2019, la plus belle année de ma vie» confiait à El Watan le jeune Lyès âgé de 30 ans. Après Kherrata le 16 février, c'est à Alger, Oran et dans d'autres villes que le Hirak, suspendu le temps de la pandémie, a démontré un second souffle ce 26 février. Les convois de véhicules blindés étaient aussi au rendez-vous. 120 personnes auraient été arrêtées.

Sourd et aveugle, le président Tebboune a déclaré vouloir accompagner la jeunesse pour qu'elle s'investisse dans la vie publique? Un affront à cette jeunesse qui affirme haut et fort depuis deux ans qu'elle exige un changement de système, pas du personnel chargé d'appliquer les mêmes règles du jeu responsables de la faillite des espoirs mis dans la Révolution qui a chassé le système colonial. «La gouvernance reste toujours aussi

opaque. Le remaniement homéopathique auquel il a procédé ne laisse aucune chance à une quelconque participation des citoyens à la chose publique et à la prise de décisions» déclare Fatma Oussédik dans la table ronde de l'Humanité du 26 février.



Nous reviendront le mois prochain sur l'analyse de la situation en Algérie.

## NAMIBIE

La jeunesse en première ligne de la lutte contre la VSG (Violence sexuelle de genre). La découverte du corps de Shannon Wasserfal, disparue à 22 ans en avril 2020, a déclenché des manifestations en Namibie. Son cas n'était pas isolé. Les femmes namibiennes ont alors protesté contre la violence sexuelle et sexiste et le manque de sécurité général pour les femmes. C'est dans ce cadre qu'est né le mouvement #ShutItAllDown conduit par des jeunes qui participent maintenant de plus en plus aux affaires publiques et s'expriment pour que le gouvernement et d'autres



institutions rendent compte de leurs actions et remplissent leurs mandats et obligations envers les citoyens.

*«Si je me souviens bien, le premier jour de manifestations, un journal a rapporté qu'un peu plus de 800 personnes s'étaient rassemblées, et lors de toutes les manifestations ultérieures, il y avait des centaines de personnes. Elles étaient principalement dirigées par des femmes, mais des jeunes hommes étaient présents en nombre considérable. Ce qu'il est important de noter à propos de la démographie des manifestations, c'est que les participants étaient pour la plupart des jeunes. Ce sont des jeunes qui ont participé à des réunions avec des fonctionnaires, rédigé des pétitions et parlé aux médias. Et ce sont les jeunes femmes qui étaient à l'avant-garde, tandis que les jeunes hommes leur ont apporté leur soutien.»* explique Bertha Tobias lauréate du prix «Go Make A Difference», qui soutient la mise en œuvre de projets de développement communautaire, et participe activement aux manifestations pour les droits des femmes en Namibie.

Le mouvement #ShutItAllDown a mis en lumière des questions

pertinentes et obtenu des résultats. Des demandes importantes ont reçu une réponse positive comme le renforcement de la sécurité par des patrouilles, la modification du programme d'enseignement et la création de groupes de travail ou de comités pour intensifier les efforts visant à endiguer la Violence Sexuelle de Genre, la formation des officiers de police pour qu'ils soient plus empathiques dans le traitement des cas et la réception des plaintes. «On sait que l'accueil que les survivantes d'abus reçoivent dans les commissariats de police et le manque d'attention et d'urgence avec lequel leurs cas sont traités sont parmi les principales raisons pour lesquelles de nombreuses femmes ne dénoncent pas la violence de genre. Les manifestations de #ShutItAllDown ont également mis en lumière l'illégalité de l'avortement en Namibie et plus généralement la précarité du droit à la santé reproductive» souligne la jeune femme diplômée du United World College à Changshu, en Chine, qui poursuit des études supérieures au Claremont McKenna College en Californie.

## CONSEILS DE LECTURE

### **Africa Unite ! Une histoire du panafricanisme de Amzat Boukari-Yabara,**

Dans cette synthèse au long cours, Amzat Boukari-Yabara retrace l'histoire du panafricanisme sur trois siècles et sur plusieurs continents: en Afrique, dans les Amériques et en Europe. Il propose ainsi une très utile cartographie de ce mouvement multiséculaire et global. Revendiquant une pratique engagée de l'histoire, il conclut de façon optimiste que « l'histoire du panafricanisme donne des clés pour comprendre, et parfois résoudre, les questions et les problèmes qui se posent à l'Afrique et que se posent les Africains » Le pari est beau, mais difficile à tenir.

Editions La Découverte, 2014, 300 pages



## Figures de la révolution africaine De Kenyatta à Sankara de Saïd BOUAMAMA

Longtemps regardés avec dédain par ceux qui, au cours des trois dernières décennies, décrétèrent la mort du tiers-mondisme et le triomphe du néolibéralisme, les figures majeures de la libération africaine suscitent aujourd'hui un intérêt croissant chez les nouvelles générations, à la faveur de l'atmosphère de révolte qui monte aux quatre coins du monde.

L'auteur redonne corps et chair à ces penseurs de premier plan qui furent aussi des hommes d'action, mais ont trop souvent été réduits à des icônes. Leurs vies rappellent en effet que la bataille pour la libération, la justice et l'égalité n'est pas qu'une affaire de concepts et de théories : c'est aussi une guerre, où l'on se fourvoie parfois et dans laquelle certains se sacrifient. Il n'en fait pas des martyrs absolus : c'est pourquoi ce livre s'attache, avec beaucoup de pédagogie, à inscrire ces parcours dans leurs contextes sociaux, géographiques et historiques.



---

### CULTURE



Au Sénégal, l'orchestre *Jigeen Ni* est le premier et seul groupe composé uniquement de femmes. Elles sont cinq chanteuses et instrumentistes qui écrivent et composent ensemble des chansons engagées sur les droits des femmes, dans un style de musique fusion entre reggae et rythmes africains. «*Nous sommes la voix de celle qui ont peur de parler. On chante contre les mariages forcés, l'excision, les migrations clandestines*». Leur défi est plus que jamais nécessaire pour décider nombre de filles à vivre leur passion pour la musique. Elles sont managées par Samba Diaité, jeune entrepreneur culturel sénégalais basé à Dakar. Il croit ferme en leur capacité de réussite «*il faut que les femmes sortent des seconds rôles dans les orchestres*.»

Formées dans un environnement dominé essentiellement par des hommes, elles se battent

pour s'imposer et faire admettre à leur entourage qu'elles font un vrai métier et qu'elles peuvent en vivre. Leur premier album est prévu pour le mois de mars. Dès que la situation sanitaire le permettra elles s'envoleront pour le Canada et les USA. Elles ont pour ambition d'occuper la scène musicale sénégalaise et mondiale, d'accompagner les chanteuses et chanteurs qui n'ont pas d'orchestre et surtout de redonner à la femme instrumentiste sa place dans le milieu de la musique au Sénégal.

Leur formation est ouverte à toutes les femmes qui veulent les rejoindre. Autant de choses qui les pousse à être une famille et à partager, depuis quelques mois, les meilleures idées dans un répertoire qui se forme petit à petit. Dans une ambiance conviviale, elles émettent le vœu de travailler dur pour sortir des sentiers battus pour ainsi donner la chance à d'autres femmes de vivre leur rêve.

Au-delà de ses missions culturelles, l'orchestre *Jigeen Ni* ambitionne de porter des combats dans le but de faire de la sensibilisation sociale, à travers la musique, un vecteur de changement de comportement des populations pour une meilleure citoyenneté.